

Le Collectif #COVID19-LAISSONS LES MÉDECINS PRESCRIRE RAPPELLE LEUR RESPONSABILITÉ PÉNALE AUX ÉLUS ET A LA PRESSE

Voici deux ans que nous combattons un virus qui, au fil des jours, à travers des décisions politiques, a modifié notre société, l'a divisée pour en arriver à quel résultat ? Pass vaccinal avec contrôle d'identité permanent par des personnes non dépositaires de l'autorité publique !

Qui aurait pu l'imaginer il y a quelques mois ? Des mesures et une communication à jet continu qui font monter la peur et l'angoisse, sans un débat sérieux et organisé, pour un taux de létalité de 0,03% ! On nous annonce 90 % de la population vaccinée, un virus qui continue de circuler, une hantise de l'asphyxie des hôpitaux mais on continue à bloquer les traitements par les médecins de ville et à fermer des lits ??? À quand un vrai débat contradictoire ?

Où en sommes-nous réellement ?

Nous sommes aujourd'hui installés dans une guerre d'usure, le pays est divisé, la population est à bout après deux ans de peur, de contraintes et d'incompréhension. La loi sur le pass vaccinal, que les députés s'appêtent à voter, portera gravement atteinte à nos libertés individuelles sans apporter de solution sanitaire si elle est retenue. Notre collectif, et de nombreux scientifiques de haut rang, sans conflits d'intérêts, ont demandé un débat, la possibilité d'exposer sereinement leurs analyses, comme cela a toujours été la règle en science. Ce débat nous a été refusé, privant le grand public d'un grand nombre d'informations essentielles.

Aujourd'hui, un conseil de défense opaque dicte au gouvernement des mesures de plus en plus incompréhensibles. On cherche à imposer à tout le monde une thérapie génique expérimentale qui n'empêche pas de contracter la maladie, qui n'exempte ni de masque, ni de tests PCR à répétition, ni des innombrables privations de droits et restrictions dont souffrent les citoyens depuis deux ans. Une injection qui a déjà causé d'énormes dégâts, chez majeurs comme mineurs au mépris du bénéfice/risque de tout acte de prévention réalisé chez un sujet sain. Nous demandons : toutes ces mesures extrêmement sévères, traumatisantes, sont-elles justifiées ?

N'est-il pas temps de changer de cap ?

Aujourd'hui, nous appelons solennellement tous les élus de la République, tous les préfets, tous les journalistes, toutes les personnes occupant des postes à responsabilité à se poser des questions, à prendre conscience à travers notre document, « Covid-19 : où en est-on au 1^{er} décembre 2021 ? », qu'il est temps de cesser de maintenir la population dans la peur, temps de prendre la vraie mesure de cette épidémie et d'adopter des mesures justes et proportionnées, scientifiquement fondées, en un mot À PRENDRE LEURS RESPONSABILITÉS.

À ce jour, plus de 3.000 élus et personnes occupant des postes à responsabilité ont reçu ce document par courrier avec AR. L'information scrupuleusement sourcée que nous y avons synthétisée est opposable en justice et engage la responsabilité pénale de ses destinataires. Il n'est pas acceptable de continuer à imposer aux citoyens des lois liberticides, à les priver de soins et à les mettre en danger.

Ils ne pourront pas dire « nous ne savions pas »

PJ

LAISSONS LES MÉDECINS PRESCRIRE !

Le collectif de médecins #COVID19-LaissonsLesMédecinsPrescrire, après avoir réclamé en mars 2020 la liberté d'auto-prescription de l'hydroxychloroquine associée à l'azithromycine, sous stricte surveillance médicale, dans le but de réaliser une étude observationnelle rigoureuse portant sur plusieurs milliers de médecins français infectés par le Covid-19, veille à ce que la médecine ne soit pas utilisée comme alibi pour maltraiter les populations.

<https://stopcovid19.today> - <https://manifestes-libertes.org/> - Twitter : @laissonslespre1

Contacts presse : 06 78 65 46 69 - presse@stopcovid19.today